

Retraite à 65 ans : la CFE-CGC dénonce une réforme injustifiée

Sur France Info et RMC, François Hommeril, président confédéral, a critiqué la réforme voulue par le président de la République, un projet dangereux sans la moindre justification économique.

Haro sur la retraite à 65 ans. Alors qu'Emmanuel Macron a remis sur la table le dossier des retraites, annonçant qu'en cas de réélection, il envisageait de reporter progressivement l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans, contre 62 ans aujourd'hui, François Hommeril a fait part de l'opposition de la CFE-CGC à ce projet.

« C'est une réforme non nécessaire et dangereuse, a indiqué le président confédéral au micro de RMC ce vendredi matin. Aucun résultat économique des différents régimes ne justifie cette réforme voulue par le président de la République. D'où sort ce chiffre de dix milliards d'euros d'économies à réaliser ? Il n'y a pas de raison économique à faire une réforme des retraites, c'est absolument faux. Sur l'âge de départ à la retraite à 65 ans, il faut aussi rappeler que le taux d'emploi des plus de 55 ans en France est un des plus faibles en Europe, et que les chances de retrouver un travail après 60 ans, quand vous êtes au chômage, sont quasi nulles. »

Une mesure qui pénaliserait les femmes et fragiliserait les dispositions de prévoyance.

François Hommeril a par ailleurs pointé les dangers d'une telle réforme : *« Cette mesure de décalage de 62 à 65 ans toucherait surtout les femmes, en particulier les mères de famille, et créerait aussi des problèmes quant aux dispositions relatives à la prévoyance dans les entreprises. N'oublions pas également que l'espérance de vie, en France, ne progresse plus depuis 2014. »*

« S'agissant des régimes de retraite par répartition, on a fait cinq réformes en trente ans, passant de 37,5 années de cotisation à 42 puis à 43 ans, rappelle François Hommeril. Ces réformes étaient nécessaires pour adapter le régime aux vagues démographiques et éviter son déséquilibre. La CFE-CGC a d'ailleurs accompagné un certain nombre de ces réformes, parfois douloureuses. Or aujourd'hui, je le répète, une réforme n'est pas nécessaire. »

Il n'y a pas de raison économique indiquant la nécessité de faire une réforme, c'est uniquement un objet politique »

La veille, jeudi 10 mars, François Hommeril avait déjà réagi sur l'antenne de Franceinfo, déplorant *« l'acharnement de différents candidats, et notamment d'Emmanuel Macron, à vouloir faire une réforme des retraites »*. *« Le Conseil d'orientations des retraites (COR), nos collègues qui siègent dans les différents conseils d'administration et notamment ceux des retraites complémentaires, savent très bien qu'il n'y a pas de problématique d'équilibre financier à moyen et long terme sur les retraites, les régimes ne sont pas en danger »*, souligne le président de la CFE-CGC.

Et d'enfoncer le clou : *« Il n'y a pas de raison économique sur le moyen terme qui indique la nécessité de faire une réforme des retraites : c'est uniquement un objet politique. »*

Mathieu Bahuet